

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2266

Edition du
02 décembre 2019

DANS CE NUMÉRO

AVS 21: une révision qui se veut ciblée, mais qui mélange les genres (Danielle Axelroud Buchmann)

L'allongement de la vie active est une question à traiter pour elle-même, sans mettre en danger la stabilisation de l'AVS

Pour un nouveau «patriotisme médiatique» (Dominique von Burg)

La qualité de l'information et du débat démocratique repose sur la production médiatique indigène

La place financière genevoise, contre vents et marées (Jean-Daniel Delley)

«Genève, une place financière. Histoire d'un défi (19e-21e siècle)», Editions Slatkine, Genève, 2019

L'industrie suisse du chocolat contribue aussi à améliorer la condition des cultivateurs de cacao (Ernst A. Brugger)

Le président de la Plateforme suisse du cacao durable revient sur l'article publié dans DP 2264

AVS 21: une révision qui se veut ciblée, mais qui mélange les genres

L'allongement de la vie active est une question à traiter pour elle-même, sans mettre en danger la stabilisation de l'AVS

Danielle Axelroud Buchmann - 26 novembre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35768>

En octobre 2017, le peuple rejetait le projet [Prévoyance vieillesse 2020](#), une réforme ambitieuse qui englobait AVS et prévoyance professionnelle. Suite à cet échec et à l'adoption du projet Réforme fiscale et financement de l'AVS ([RFFA](#)), le Conseil fédéral opte pour une révision plus simple intitulée Stabilisation de l'AVS ([AVS 21](#)). Cette nouvelle proposition se concentre sur les éléments indispensables pour assurer le financement de l'AVS jusqu'en 2030 en maintenant le niveau des prestations.

Seules améliorations reprises: diverses mesures destinées à flexibiliser la retraite - anticipation possible trois ans avant l'âge de référence, amélioration de la rente par les cotisations versées après l'âge de référence, et modification des taux d'anticipation et d'ajournement, avec un coût estimé à 3 milliards de francs pour la période jusqu'à 2030.

Le projet remet cependant au programme l'élévation de l'âge de la retraite des femmes, un élément dont nous allons démontrer qu'il n'est pas indispensable pour assurer l'avenir de l'AVS jusqu'en 2030.

Projections financières

Il faut 53 milliards de francs à l'horizon 2030 pour assurer - pour un temps - les finances de l'AVS. Détaillons:

RFFA

Augmentation des cotisations paritaires AVS de 8,4% à 8,7%	+14 milliards
Abandon par la Confédération de sa part de 17% du point de TVA affecté à l'AVS; de plus, augmentation de sa contribution, qui passera de 19,55% à 22,2% des dépenses de l'AVS	+10 milliards

AVS 21

Augmentation de la TVA de 7,7% à 8,4%	+21 milliards
Élévation de l'âge de la retraite des femmes, compte tenu du coût des mesures de transition prévues, pour la période 2022 à 2030	+6 milliards
Coût de la flexibilisation de la retraite	-3 milliards
Amélioration des rendements de la fortune corrélative à la consolidation du fonds AVS	+5 milliards

Les enjeux de l'âge de la retraite

Pourquoi reprendre dans ce projet minimaliste l'harmonisation de l'âge de la retraite des femmes et des hommes, mesure très controversée et qui a contribué au rejet de Prévoyance vieillesse 2020? La relativement modeste contribution financière à la réforme que représente l'élévation de l'âge de la retraite des femmes à l'horizon 2030, unique mesure d'économie proposée, vaut-elle de mettre en péril ce énième avatar d'une révision qui peine à aboutir?

Pour les représentants de l'économie et les partis bourgeois, cette mesure constitue cependant un élément indispensable de la réforme, au nom du principe constitutionnel de l'égalité entre les sexes également invoqué par le Conseil fédéral.

C'est évident, une élévation générale de l'âge de la retraite est dans l'air du temps. Dans sa dernière [étude](#) sur la Suisse, l'OCDE émet pas moins de dix recommandations pour se préparer à l'accélération du vieillissement démographique. La première consiste à harmoniser l'âge de la retraite à 65 ans pour tous, à le porter progressivement à 67 ans, pour

enfin l'indexer à l'espérance de vie.

L'élévation proposée de l'âge de la retraite des femmes ne serait dès lors que la première étape d'un processus destiné à se poursuivre. Pour certains, la volonté d'inclure cette mesure dans la révision vise à la faire capoter: les finances de l'AVS n'étant alors plus assurées, et ceci malgré des efforts considérables entrepris en ce sens depuis plus de 15 ans, il ne resterait plus ensuite qu'à couper dans les prestations.

Egalité et égalité

Invoquer l'égalité entre les sexes pour justifier l'harmonisation de l'âge de la retraite a quelque chose de cynique. A lire le [Message](#) sur AVS 21 (p. 15), le Conseil fédéral semble se satisfaire de la récente révision de la loi sur l'égalité introduisant une publicité des écarts de salaire entre femmes et hommes. Pourtant, cette [réforme à pas de fourmis](#), applicable à une minorité d'entreprises, sans sanction prévue en cas de non-conformité, est encore loin de satisfaire au principe d'égalité. Malgré l'introduction des seuils de représentation des sexes au sein des grandes entreprises et la récente adoption du congé paternité (qui fait d'ailleurs l'objet d'un référendum récemment lancé), la Suisse reste un cancre en matière d'égalité entre les sexes ([DP 2239](#)).

Les femmes peuvent-elles travailler plus longtemps?

Il semblerait que le marché du travail soit en mesure d'offrir du travail à davantage de femmes, comme à la fin des années 90 lors de l'élévation de l'âge de la retraite de 62 à 64 ans. Actuellement, même si les personnes de plus de 55 ans ayant perdu leur emploi ont de la peine à retrouver du travail, beaucoup peuvent réintégrer le marché du travail. En [2017](#), seules 7'000 personnes âgées de plus de 55 ans sont arrivées en fin de droit.

Mais d'autres facteurs peuvent entrer en ligne de compte. En 2017, plus de 167'000 femmes entre 55 et 64 ans étaient non actives – contre 363'000 femmes de la même tranche d'âge encore actives. Un tiers des femmes non actives

expliquaient leur renoncement à trouver un emploi par des raisons personnelles. Les hommes étaient moins de 6'000 dans cette situation.

Que peuvent être les «*raisons personnelles*» invoquées par ces femmes? Le catalogue des réponses proposées n'incluait pas:

- prendre soin de ses vieux parents;
- garder les petits-enfants;
- s'occuper de son conjoint malade...

Pourtant, ces tâches pèsent très certainement lourd dans la décision de nombreuses femmes de renoncer à un travail rémunéré. Des tâches essentielles tant qu'il n'y aura pas suffisamment de crèches et de services de soin abordables. Il serait bon à l'avenir d'élargir le catalogue des questions posées pour mettre au jour l'immense contribution des femmes au travail non rémunéré. Tant que celle-ci reste invisible, invoquer l'égalité entre les sexes pour justifier l'harmonisation de l'âge de la retraite frise l'indécence.

Ne serait-il pas plus approprié de renoncer à une mesure aussi controversée dans cette révision? Les arguments pour la soutenir dans le cadre de la présente réforme sont plus que légers ([Message](#) p. 13 à 15). Une augmentation de la TVA de 0,9 point au lieu de 0,7 suffirait à la compenser; c'est le Conseil fédéral qui le dit, sans toutefois expliquer pourquoi il faudrait à tout prix se limiter à une augmentation de 0,7 point.

Age de la retraite et longévité

La question de l'allongement de la vie active pour tous mérite un large [débat](#) et les propositions fusent d'ores et déjà de toutes parts. Elle devrait faire l'objet d'une réforme en soi et ne doit pas être introduite – pour les femmes seulement – en marge d'une révision urgente qui dit vouloir se limiter aux éléments essentiels permettant de garantir l'équilibre financier de l'AVS tout en maintenant le niveau des rentes.

Entre 1946 et 1997, l'AVS a été réformée dix fois, soit en moyenne tous les cinq ans. Pourquoi

vouloir à tout prix rassembler en une seule réforme des thèmes qui méritent d'être traités séparément? Le système politique suisse aime le compromis et, ces derniers temps, on a volontiers pratiqué la combinaison de thèmes qui n'ont pas forcément à voir les uns avec les autres; mais le succès n'est pas toujours au

rendez-vous.

Il est temps de procéder à une révision vraiment centrée sur l'essentiel - à savoir la solidité financière de l'AVS - pour sortir de l'impasse dans laquelle la prévoyance vieillesse se trouve depuis vingt ans, et de reprendre un rythme plus fréquent de réformes pour la tenir à jour.

Pour un nouveau «patriotisme médiatique»

La qualité de l'information et du débat démocratique repose sur la production médiatique indigène

Dominique von Burg - 28 novembre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35784>

Paru pour la dixième fois consécutive, l'annuaire [Qualität der Medien](#) de l'Université de Zurich livre nombre de constats aussi intéressants qu'inquiétants pour la plupart. C'est en particulier la «plateformisation» de l'usage des médias qui est mise en cause dans la mesure notamment où elle accélère la concentration des sources d'informations en Suisse, et leur perte de qualité. Tour d'horizon non exhaustif de cette livraison jubilaire d'un annuaire qui, très controversé à ses débuts, tend à devenir indispensable. Il est regrettable qu'il n'existe qu'en allemand, sans même un résumé en français, italien voire anglais.

Où les Suisses s'informent-ils prioritairement? Sans surprise, l'usage des journaux par abonnements est passé en dix ans de 56 à 32%. Tendence inverse pour les sources d'information en ligne, qui ont progressé de 52 à 61%. Mais surtout, la part des réseaux

sociaux comme source d'information s'élève à 70%.

Pour commencer, quelques bonnes nouvelles quand même. Comme c'est le cas hors de nos frontières également, le public suisse fait davantage confiance aux médias d'information classiques (47%) qu'aux moteurs de recherche (29%) ou aux réseaux sociaux (17%). De plus ce sont les plus gros usagers des réseaux sociaux (les jeunes) qui s'en méfient le plus (62%).

Autre constat positif, il semble que le public suisse soit moins exposé à la désinformation que les ressortissants de pays comparables. En tout cas, 27% des Suisses sondés par Reuters Institut en 2018 disent avoir rencontré au cours des dernières semaines des faits falsifiés à dessein et 13% à des informations inventées à des fins politiques ou économiques (contre 39 et 26% sur le plan international).

Les médias classiques débordés par les réseaux sociaux

Une des études citées dans l'annuaire distingue six types de consommateurs de nouvelles, dont trois «Old World» et trois «New World». Les premiers s'informent plutôt par la presse, la radio et la télévision, et ils ne forment plus que le quart de la population, alors qu'ils en représentaient la moitié il y a dix ans. Les seconds s'informent surtout sur les réseaux sociaux, et leur part est passée de la moitié aux trois quarts de la population.

Les *New World* comprennent notamment la catégorie des «Global Surfers» et celle des «News Deprivierten» (pauvres en informations). Les premiers nommés (consommateurs assidus de *news* essentiellement internationales) ont passé de 15 à 25% en dix ans. Quant aux

seconds (qui consomment largement moins d'infos que la moyenne de la population) ils ont progressé de 21 à 36%. Et même à 56% pour la tranche des 16 à 29 ans. En d'autres termes, constatent les auteurs de l'étude, c'est le type le plus problématique du point de vue du débat démocratique qui a le plus augmenté.

Priorité au divertissement et à la socialisation

L'usage accru des médias sociaux n'est pas sans conséquence. Le divertissement et la socialisation y sont plus recherchés que l'information. Comme le démontre une enquête, placés face à un choix d'abonnement, 4% seulement des 18-24 ans et 25% seulement des plus de 55 ans optent pour de l'info, alors que respectivement 83% et 35% privilégient le divertissement. Et encore, les usagers d'information sur les réseaux sociaux vont en priorité vers *l'infotainment* et les *softnews*, à savoir des traitements de l'information légers et divertissants.

De plus, la «*platformisation*» de l'usage des médias (information consommée par l'intermédiaire des moteurs de recherche et des réseaux sociaux plutôt qu'à la source, sur les sites des médias traditionnels) a des conséquences directes et néfastes pour la qualité des médias.

Aux «Gafa» la plus grosse part du gâteau publicitaire

Tout d'abord, comme le confirment des études récentes, les personnes qui vont directement sur les sites des médias sont nettement plus enclines à payer cette information que celles qui la recherchent sur les plateformes. Ensuite et surtout, la part du gâteau publicitaire générée par l'Internet bénéficie en premier lieu et très nettement aux géants de la toile. Dans une enquête récente, la *Handelszeitung* a estimé à 2,3 milliards les dépenses publicitaires en ligne en Suisse. Or de cette somme, 1,6 milliard iraient à l'étranger – surtout à Google et Facebook. Des entités, il faut le rappeler, qui ne génèrent aucune information originale, mais se contentent de la distribuer.

Conséquence de cette mainmise des Gafa (Google, Apple, Facebook et Amazon) sur les revenus publicitaires: la concentration des médias ne fait que s'accélérer en Suisse, avec des conséquences certaines sur la qualité de l'information livrée par ces médias. Principalement en cause, la perte de diversité des contenus journalistiques.

L'uniformisation de la presse

En 2018, les chercheurs ont calculé qu'un quart déjà des articles des médias suisses ne sont pas des articles uniques mais se retrouvent à l'identique sur plusieurs supports. Un article sur quatre! Pire, cette

perte de diversité est la plus prononcée dans les comptes rendus politiques: 62% seulement de contenus uniques. Or quand toujours plus de titres recourent à des rédactions communes et que de plus en plus de contributions circulent sur plusieurs médias, «*la probabilité diminue que des défaillances rédactionnelles soient débusquées et traitées de manière critique*».

Certes, constatent les auteurs de l'annuaire, le respect des bonnes pratiques journalistiques reste stable et à un bon niveau. Mais la perte de qualité en matière de pertinence et surtout de diversité est évidente. Les *softnews* gagnent en importance, alors que la richesse et la diversité de la couverture rédactionnelle diminue. Selon les chercheurs, ce sont avant tout les contributions analysant et éclairant les décisions politiques qui ont diminué.

Pour un patriotisme médiatique

En conclusion, l'annuaire rompt une lance en faveur d'un «*patriotisme médiatique*». En effet, «*les réseaux sociaux ne peuvent fournir d'eux-mêmes le carburant nécessaire au fonctionnement d'une société démocratique*». D'où la nécessité d'un nouveau patriotisme médiatique «*basé sur la conviction que les médias journalistiques d'information du cru sont indispensables à un Etat démocratique comme la Suisse*».

Et l'annuaire d'en appeler d'une part à l'Etat, qui devrait imposer les revenus publicitaires réalisés sur les contenus informatifs des plateformes des Gafa tout en développant enfin l'aide directe

aux médias. D'autre part au secteur privé, en demandant aux acteurs du monde des médias de collaborer en vue de créer une infrastructure numérique commune pour le

journalisme d'information indigène. Une telle infrastructure devrait en outre s'ouvrir au journalisme indépendant, qui n'a ni les moyens ni le savoir pour la créer.

La place financière genevoise, contre vents et marées

«Genève, une place financière. Histoire d'un défi (19e-21e siècle)», Editions Slatkine, Genève, 2019

Jean-Daniel Delley - 01 décembre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35802>

On sait les circonstances géographiques et historiques qui ont permis à Genève de devenir une place financière, certes modeste en comparaison internationale, mais néanmoins significative. Sa situation géographique tout d'abord qui, au Moyen Age, la place au carrefour des routes commerciales. Un évêque, Adhémar Fabri, qui autorise le prêt à intérêt. Les réfugiés protestants ensuite qui vont fournir l'essentiel des négociants-banquiers, prêteurs privilégiés des souverains d'Europe. Ils prospèrent grâce au financement du commerce international et aux émissions d'emprunts et dominent la vie politique de la république jusqu'au milieu du 19e siècle.

Dans son [ouvrage](#), Joëlle Kuntz retrace ces différentes étapes. Mais l'auteure s'attache surtout à montrer comment les acteurs de cette place, dès la moitié du 19e siècle, ont su surmonter de nombreuses difficultés. Ainsi de la révolution fazyste qui attaque

de front le pouvoir politique des banquiers et leur modèle économique basé sur le financement de la dette étrangère. Pour le tribun radical, *«le petit ouvrier, en faisant des économies, n'a pas du tout l'intention de soutenir l'empereur d'Autriche»*. Ainsi des innovations financières - la bourse notamment - qui introduisent de la transparence dans les échanges et mettent en péril la culture du secret, pilier de la prospérité de la place financière. Ainsi de la régulation de l'activité bancaire par la Confédération dès la fin du 19e siècle et l'arrivée des grandes banques alémaniques. Ainsi encore de la fin du secret bancaire et de l'introduction de l'échange automatique d'informations.

On connaît la finesse des analyses de Joëlle Kuntz. Elle sait retourner son sujet pour trouver les angles d'attaque permettant de dévoiler des aspects négligés mais néanmoins importants. Voir en particulier son [Histoire suisse](#)

[en un clin d'œil](#) et [La Suisse ou le génie de la dépendance](#), ou encore [Adieu à Terminus](#). [Réflexions sur les frontières d'un monde globalisé](#).

L'historiographie de la place financière genevoise se révèle assez pauvre, nous avoue l'auteure. Elle compense ces lacunes par une solide mise en contexte historique aussi bien locale que nationale et internationale. Le développement de la finance genevoise ne résulte pas seulement des compétences bancaires de ses acteurs. Les conditions politiques, économiques et sociales y sont pour beaucoup.

L'auteure n'hésite pas non plus à faire appel au contexte intellectuel. Par exemple James Fazy, lorsqu'il préconise une finance au service de la production, s'inscrit dans la pensée de Proudhon et des saint-simoniens. Elle puise aussi largement dans le journal intime de Jacques Marie Jean Mirabaud qui constitue un

véritable manuel du parfait banquier: comment on bâtit une réputation, construit un réseau, comment on accède aux cercles du pouvoir, comment les mariages renforcent les liens entre les membres de cette oligarchie financière et politique.

A ces contextes favorables s'ajoute la prodigieuse capacité d'adaptation des financiers genevois qui s'avèrent des résilients de première force. Cette résilience, ils en auront bien besoin pour garder leur rang face à la numérisation et au défi de l'économie durable.

Si l'écriture de Joëlle Kuntz se

révèle fluide et claire comme à son habitude, on peut néanmoins regretter que l'auteure ne nous ait pas proposé un glossaire des termes techniques utilisés, notamment ceux qui n'ont plus cours et qui ne devraient pas être familiers au lecteur moyen.

L'industrie suisse du chocolat contribue aussi à améliorer la condition des cultivateurs de cacao

Le président de la Plateforme suisse du cacao durable revient sur l'article publié dans DP 2264

Ernst A. Brugger - 29 novembre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35794>

L'article [Payer le chocolat plus cher pour mieux rémunérer les producteurs](#) publié par DP le 17 novembre est très intéressant. Mais je ne me reconnais pas dans la citation destinée à refléter la conversation téléphonique détaillée que j'ai eue avec l'auteure.

L'article donne à tort l'impression que la [Plateforme suisse du cacao durable](#) ne soutient pas la décision des gouvernements du Ghana et de la Côte d'Ivoire d'augmenter les prix de cacao pour assurer un «*living income*» pour les producteurs de cacao dans leurs pays.

D'abord, il faut souligner que la décision d'accepter un prix plus haut relève des entreprises individuelles et non d'une association comme notre Plateforme. On peut ensuite constater que la grande majorité des entreprises suisses a réagi positivement à l'augmentation du prix du cacao déjà pour la saison de récolte 2020/2021. Elles connaissent bien la recommandation de la WCF ([World Cocoa Foundation](#)): «*WCF member companies are incorporating the living income differential in their individual procurement plans for the 2020/2021 crop season.*»

De surcroît, beaucoup de nos

membres réalisent des programmes individuels pour augmenter la productivité et le revenu des coopératives et des paysans dans les deux pays africains de l'Ouest.

Notre Plateforme - qui est constitué de membres du secteur privé, du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), d'organisations non gouvernementales et d'institutions de recherche - soutient la décision des deux pays africains d'améliorer la situation économique et sociale des producteurs de cacao. Elle apporte son appui aux innovations et en analyse l'impact en vue de leur développement futur.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

AVS 21: une révision qui se veut ciblée, mais qui mélange les genres

<https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/assurances-sociales/ahv/reformes-et-revisions/altersvorsorge2020.html>

<https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/assurances-sociales/ahv/reformes-et-revisions/staf.html>

<https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/assurances-sociales/ahv/reformes-et-revisions/ahv-21.html>

<http://www.oecd.org/fr/economie/suisse-en-un-coup-d-oeil/>

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2019/5979.pdf>

<https://www.rts.ch/video/info/journal-19h30/9607051-loi-sur-l-egalite-salariale-le-principe-est-acquis-mais-la-realite-en-est-encore-tres-loin.html>

<https://www.domainepublic.ch/articles/34746>

<https://www.news.admin.ch/newsd/message/attachments/52201.pdf>

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2019/5979.pdf>

<https://www.republik.ch/2019/07/24/das-tiefere-rentenalter-ist-paternalistisch-durch-die-hintertuer-reingekommen>

Pour un nouveau «patriotisme médiatique»

https://4a1cdf30-082d-4cd5-bb93-f7b4404b53ba.filesusr.com/ugd/5d43b7_3087e78fb17643f29f5c080031938f10.pdf

La place financière genevoise, contre vents et marées

<https://www.slatkine.com/fr/editions-slatkine/73820-book-07210941-9782832109410.html>

<https://www.editionszoe.ch/livre/l-histoire-suisse-en-un-clin-d-oeil>

<https://www.editionszoe.ch/livre/la-suisse-ou-le-genie-de-la-dependance>

<https://www.viceversalitterature.ch/book/12551>

L'industrie suisse du chocolat contribue aussi à améliorer la condition des cultivateurs de cacao

<https://www.domainepublic.ch/articles/35718>

<https://www.kakaoplattform.ch/fr/>

<https://www.worldcocoaoundation.org/>